

RCS : CRETEIL
Code greffe : 9401

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CRETEIL atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2009 B 03015
Numéro SIREN : 424 335 693
Nom ou dénomination : MAILEVA

Ce dépôt a été enregistré le 13/07/2022 sous le numéro de dépôt 15116



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

MAILEVA

***Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels***

Exercice clos le 31 décembre 2021
MAILEVA

45/47 boulevard Paul Vaillant Couturier - 94200 IVRY-SUR-SEINE

KPMG SA
société française membre du réseau
KPMG constitué de cabinets
indépendants adhérents de KPMG
International Limited, une société de
droit anglais ("private company limited
by guarantee").

SA
Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
775726417 RCS NANTERRE



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

MAILEVA

45/47 boulevard Paul Vaillant Couturier - 94200 IVRY-SUR-SEINE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'associé unique de la société MAILEVA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société MAILEVA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 29 juin 2022

KPMG SA

Stéphanie MILLET
Associée

COMPTES ANNUELS

Société : MAILEVA

Forme juridique : Société par actions simplifiée

Siège social : 45 Boulevard Paul Vaillant Couturier CS 50108 94766 Ivry sur Seine Cedex

Date de clôture : 31/12/2021

COMPTES ANNUELS	1
BILAN – ACTIF	4
BILAN - PASSIF	4
COMPTE DE RESULTAT	6
COMPTE DE RESULTAT (suite)	6
ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS	8
1 Faits caractéristiques de l'exercice	9
2 Règles comptables et méthodes d'évaluation retenues	9
• Participations et autres titres immobilisés	12
• Valeurs mobilières de placement	12
• Stocks	12
• Créances	13
• Provisions réglementées	13
• Provisions pour risques et charges	13
• Engagements de retraite et assimilés	13
• Opérations en devises	14
• Changement de méthode	14
• Événements postérieurs à la clôture	14
3 Notes relatives aux Postes de Bilan et Hors Bilan	15
• Immobilisations corporelles et incorporelles	15
• Amortissements et Dépréciations	15
• Provisions pour risques et charges	17
• Liste des filiales et participations	19
• Composition du capital social	20
• Tableau de variation des capitaux propres	21
• Stocks et en-cours	22
• Créances et Dettes	22
• Charges à payer	23
• Produits à recevoir	24
• Charges constatées d'avance	24
• Produits constatés d'avance	25
4 Notes relatives aux Postes du Compte de Résultat	25
• Chiffre d'affaires	26

- Charges et Produits Exceptionnels..... 26
- Résultat et Impôt sur le bénéfice..... 28
- Affectation du Résultat N-1 28
- Situation Fiscale..... 29
- Crédit d'Impôt Compétitivité et Emploi..... 29
- Autres Crédits d'Impôt..... 29
- Fiscalité latente..... 30
- 5** Autres informations 31
 - Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan..... 31
 - Effectif..... 32
 - Rémunérations allouées aux membres des organes de direction..... 32
 - Honoraires des Commissaires aux Comptes 32
 - Société Consolidante..... 32

BILAN – ACTIF

BILAN-ACTIF	31/12/2021			31/12/2020
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions ,brevets et droits similaires	17 335 537	12 564 726	4 770 811	5 031 360
Fonds commercial	396 536		396 536	396 536
Autres immobilisations incorporelles	2 514 193		2 514 193	1 383 483
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	20 246 266	12 564 726	7 681 540	6 811 379
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel	6 189 810	4 618 591	1 571 220	1 760 616
Autres immobilisations corporelles	1 836 149	1 663 409	172 739	195 952
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	8 025 959	6 282 000	1 743 959	1 956 568
Participations selon la méthode de MEQ				
Autres participations	12 702 871		12 702 871	11 196 500
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	36 829		36 829	36 325
TOTAL immobilisations financières	12 739 700		12 739 700	11 232 825
Total Actif Immobilisé (II)	41 011 925	18 846 726	22 165 199	20 000 771
Matières premières, approvisionnements	226 115		226 115	335 603
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
TOTAL Stock	226 115		226 115	335 603
Avances et acomptes versés sur commandes	396 957		396 957	446 238
Clients et comptes rattachés	11 694 813	327 568	11 367 245	10 770 248
Autres créances	25 634 619		25 634 619	25 698 857
TOTAL Créances	37 329 432	327 568	37 001 864	36 469 104
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres:)				
Disponibilités	276		276	875
TOTAL Disponibilités	276		276	875
Charges constatées d'avance	609 375		609 375	227 377
TOTAL Actif circulant (III)	38 562 154	327 568	38 234 586	37 479 198
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion Actif (V)				
Total Général (I à VI)	79 574 079	19 174 294	60 399 785	57 479 970

BILAN - PASSIF

BILAN-PASSIF	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 1 530 000)	1 530 000	1 530 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport,		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	153 000	153 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve des provisions pour fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)		
TOTAL Réserves	153 000	153 000
Report à nouveau	8 005 591	10 001 376
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	9 835 274	8 804 215
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	19 523 865	20 488 591
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	353 000	225 000
Provisions pour charges	631 175	352 053
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	984 175	577 053
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		5 393
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	12 085 035	12 084 469
TOTAL Dettes financières	12 085 035	12 089 861
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	605 308	592 562
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 465 527	8 853 144
Dettes fiscales et sociales	5 408 887	4 567 396
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5 028	10 364
Autres dettes	9 618 833	8 679 979
TOTAL Dettes d'exploitation	26 103 583	22 703 446
Produits constatés d'avance	1 703 127	1 621 018
TOTAL DETTES (IV)	39 891 745	36 414 325
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	60 399 785	57 479 970

COMPTE DE RESULTAT

Compte de résultat	31/12/2021			31/12/2020
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises				
Production vendue biens				
Production vendue services	48 002 770	252 593	48 255 364	43 644 464
Chiffres d'affaires nets	48 002 770	252 593	48 255 364	43 644 464
Production stockée				
Production immobilisée			2 824 703	2 023 422
Subventions d'exploitation				972
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			87 513	667 710
Autres produits			2 703	4 495
Total des produits d'exploitation (I)			51 170 282	46 341 063
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			-6	-72
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			1 686 459	1 801 899
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			109 488	21 018
Autres achats et charges externes			18 926 893	16 982 510
Impôts, taxes et versements assimilés			508 396	653 197
Salaires et traitements			7 113 776	6 668 195
Charges sociales			3 188 467	3 094 234
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements	2 594 860	2 653 992
		Dotations aux provisions		
	Sur actif circulant : dotations aux provisions		366 265	340 336
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		128 000	25 000
Autres charges			1 682 720	1 223 737
Total des charges d'exploitation (II)			36 305 319	33 464 046
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			14 864 964	12 877 017
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			2 028	3 774
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			2 028	3 774
Dotations financières aux amortissements et provisions			1 043	1 970
Intérêts et charges assimilées			238 584	213 586
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)			239 627	215 556
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)			-237 599	-211 781
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			14 627 365	12 665 235

COMPTE DE RESULTAT (suite)

Compte de résultat (suite)	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	19 728	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels (VII)	19 728	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	31 418	138
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	3 044	26 358
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Total des charges exceptionnelles (VIII)	34 462	26 496
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	-14 734	-26 496
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	1 157 814	885 350
Impôts sur les bénéfices (X)	3 619 542	2 949 174
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	51 192 038	46 344 837
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	41 356 764	37 540 622
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	9 835 274	8 804 215

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Société : MAILEVA
Exercice : 31/12/2021

1 Faits caractéristiques de l'exercice

- Crise sanitaire et économique

La crise sanitaire s'est prolongée en 2021. Nous poursuivons l'adaptation à notre environnement économique et sanitaire

La société a pris l'ensemble des mesures nécessaires à la continuité de l'activité tout en privilégiant la santé de ses collaborateurs et le respect des mesures gouvernementales.

- Mise en place de la réduction des coûts afin de sécuriser les résultats et la trésorerie
- Développement du management et de l'accès aux outils à distance
- Exploration d'autres opportunités commerciales engendrées par la situation sanitaire
- Recours à l'activité partielle pour certaines catégories de personnel en cas de besoin

A la date d'arrêt de ces états financiers, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la continuité d'exploitation.

2 Règles comptables et méthodes d'évaluation retenues

Les comptes annuels de l'exercice sont établis conformément aux dispositions du Règlement ANC 2016-07 du 04 novembre 2016 modifiant le règlement ANC 2014-03.

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base qui ont pour objet de fournir une image fidèle de l'entreprise :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,
- non compensation

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Le règlement ANC n° 2015-05 prévoit que les écarts de change sur créances et dettes commerciales ne sont plus classés en résultat financier, mais obligatoirement en résultat d'exploitation.

Les informations ci-après constituent l'annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021

Dont le total est 60 399 785 Euros

Et au compte de résultat qui dégage un résultat de 9 835 274 Euros

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021

- **Immobilisations corporelles**

Les éléments corporels sont évalués :

- Au coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires (biens acquis à titre onéreux)
- Au coût de production (biens produits),
- A la valeur vénale (biens acquis à titre gratuit).

Diminués des amortissements et des pertes de valeur.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de la durée de vie prévue :

Catégorie	Mode d'amortissement	Durée
Installations techniques	Linéaire	3 à 5 ans
Installations et agencements	Linéaire	8 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3 à 8 ans

- **Immobilisations incorporelles**

Les coûts d'entrée des immobilisations incorporelles sont constitués de :

. Du prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables et tous les coûts directement attribuables à la préparation de cet actif en vue de leur utilisation

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition sont comptabilisés en charges

. Des coûts de développement des immobilisations incorporelles répondant aux conditions de comptabilisation sont immobilisés pour leur coût de production et amortis sur une durée linéaire de 1 à 5 ans à compter de la mise en service.

- Fonds commercial

Les dispositions relatives à l'amortissement et à la dépréciation des immobilisations incorporelles et en particulier le fonds commercial ont été modifiées par le règlement 2015-06 de l'ANC.

S'agissant du fonds commercial à durée de vie non limitée, une dépréciation est constatée lorsque sa valeur d'inventaire est inférieure à sa valeur comptable.

La valeur d'inventaire est déterminée par les flux de trésorerie directement générés par le fonds commercial lui-même.

S'il est indissociable de l'activité, cette valeur est appréciée avec l'ensemble des autres éléments qui le composent

Lorsque la durée d'utilisation du fonds commercial est considérée comme limitée déterminée, au regard de critères techniques, juridiques ou économiques, il est amortissable sur cette durée.

- **Nouveau Plan d'Amortissement**

Dans cadre du chantier d'harmonisation des méthodes d'estimation au sein du Groupe, le plan d'amortissement des biens immobilisés a été révisé au 01 janvier 2019 ;
Le plan d'amortissement ci-après a pris effet au 01 janvier 2019 et ne concerne que les biens entrés à partir de cette date.

Compte	Libellé compte	Mode	Durée (En nombre d'année)
201100	FRAIS DE CONSTITUTION	Linéaire	3
203000	FRAIS DE R&D	Linéaire	5
205000	CONCESSIONS BREVETS & DROITS	Linéaire	5
205100 / 205150	LOGICIELS	Linéaire	3 ou 5
207100	MARQUES	Linéaire	10
208000	AUTRES IMMOS INCORPORELLES	Linéaire	3
213100	CONSTRUCTIONS - GROS OEUVRES	Linéaire	80
213500	CONSTRUCTIONS - PETITS EQUIPTS	Linéaire	10
214500	INSTAL GÉN, AGENCEMENTS CONSTR	Linéaire	10
215400	MATÉRIELS INDUSTRIELS	Linéaire	6
215500	OUTILLAGE INDUSTRIEL	Linéaire	6
215700	AGENCEMENTS MAT ET OUTIL IND	Linéaire	6
218100	INSTAL GÉN, AGENCEMENTS DIVERS	Linéaire	6
218200	MATÉRIEL DE TRANSPORT	Linéaire	5
218300	MAT. DE BUREAU ET MAT INFORMATIQUE	Linéaire	3
218400	MOBILIER	Linéaire	10

Les plans d'amortissement des biens existants avant cette date continuent à produire leur effet

- **Participations et autres titres immobilisés**

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés sont comptabilisés initialement au prix auquel ils ont été acquis.

Les frais d'acquisition sont comptabilisés en charge.

Des dépréciations sont enregistrées lorsque la valeur d'inventaire devient inférieure à la valeur d'acquisition, à la date de clôture.

La valeur d'inventaire est déterminée par référence aux méthodes des flux de trésorerie futurs actualisés de l'ensemble considéré.

En cas de cession, la valeur d'inventaire est déterminée par référence à la valeur vénale.

- **Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition, hors frais d'acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres cédés a été estimée selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré - FIFO (Premier entré, Premier sorti)

Les valeurs mobilières sont dépréciées afin de tenir compte :

- . Pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice,
- . Pour les titres non cotés, de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.
- . Pour les titres d'OPCVM, la valeur actuelle retenue est la valeur liquidative sous déduction des frais de sortie

- **Stocks**

Le coût d'acquisition des matières premières et marchandises comprend le prix d'achat et l'ensemble des frais accessoires d'achat qui lui sont directement rattachables

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production, qui comprend les consommations, les charges directes et les charges indirectes de production, ainsi que les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

La valeur des stocks de biens fongibles est définie sur la base de la méthode du Coût Moyen Unitaire Pondéré.

La valorisation des biens non fongibles est définie sur la base de leur coût d'entrée individuel.

Lorsque la valeur brute déterminée suivant les modalités précédentes est supérieure à la valeur de réalisation, une dépréciation des stocks est comptabilisée pour la différence

- **Créances**

Les créances, dont les créances clients sont évaluées à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Les dépréciations des créances commerciales sont déterminées à la suite d'un examen individualisé en tenant compte de l'antériorité, du risque de non recouvrement et des données issues de l'exploitation.

- **Provisions réglementées**

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant les modalités énoncées ci-avant.

La contrepartie des provisions réglementées est comptabilisée en charges exceptionnelles et produits exceptionnels, aux postes « Dotations aux provisions réglementées - amortissements dérogatoires » et « Reprises aux provisions réglementées – amortissements dérogatoires ».

- **Provisions pour risques et charges**

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées conformément au règlement CRC 2000-06 du 07/12/2000 sur les passifs qui prévoit qu'un passif soit comptabilisé lorsque l'entité a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressource au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

- **Engagements de retraite et assimilés**

La société applique l'option prévue par la recommandation 2013-02 du 07 novembre 2013 de l'ANC qui prévoit la comptabilisation des engagements retraite et assimilés au bilan.

La provision inscrite au bilan au titre des régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies correspond à la valeur actuelle de l'obligation à la date de clôture.

Les écarts actuariels issus des ajustements liés à l'expérience et des effets de changements d'hypothèses actuarielles sont comptabilisés en Résultat Exploitation.

Le coût des services rendus est comptabilisé en Résultat Exploitation

Les charges d'intérêts sont comptabilisées en résultat financier

Un taux d'actualisation de 0.90% en 2021, contre 0.30% en 2020

Taux d'augmentation des salaires : 1%

Table de taux de rotation : taux de 0% à 10% en fonction de l'âge des salariés

En lien avec la décision de l'IFRS IC validée par l'IASB en mai 2021, sur la période d'étalement des engagements sociaux dans les régimes de retraite à prestations définies et plafonnées en durée, l'ANC a mis à jour sa recommandation relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite (Rec. ANC 2013-02 du 7-13-2013 modifiée le 5-11-2021) et a introduit un choix de méthode comptable concernant la répartition des droits à prestations pour certains régimes à prestations définies. La société a décidé d'opter pour un étalement qui est désormais réalisé sur le nombre d'années correspondant à celui qui sera retenu au moment du départ du salarié pour déterminer le montant de son indemnité de départ.

- **Opérations en devises**

Les charges et les produits libellés en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances et disponibilités libellés en devises sont converties et comptabilisées en euros sur la base du taux en vigueur à la clôture de l'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et des créances en devises à la fin de l'exercice est portée au bilan en "écart de conversion".

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risque.

Conformément au règlement ANC n° 2015-05 les écarts de change sur créances et dettes commerciales sont classés en résultat d'exploitation.

Les écarts de change consécutifs aux opérations financières sur les comptes de devises sont exclus de ce dispositif.

- **Changement de méthode**

En lien avec la décision de l'IFRS IC validée par l'IASB en mai 2021, sur la période d'étalement des engagements sociaux dans les régimes de retraite à prestations définies et plafonnées en durée l'ANC a mis à jour sa recommandation relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite (Rec. ANC 2013-02 du 7-13-2013 modifiée le 5-11-2021) et a introduit un choix de méthode comptable concernant la répartition des droits à prestations pour certains régimes à prestations définies.

La société a décidé d'opter pour un étalement qui est désormais réalisé sur le nombre d'années correspondant à celui qui sera retenu au moment du départ du salarié pour déterminer le montant de son indemnité de départ.

La modification qui en résulte est sans impact pour la société soumise à la Convention Collective SYNTEC.

- **Evénements postérieurs à la clôture**

La Société Mailéva suit avec attention les évolutions du contexte sanitaire et son impact sur son activité.

La société suit également avec attention le développement de la situation en Ukraine et les impacts éventuels de ces événements sur ses activités et sur l'environnement économique dans lequel évolue ses activités.

3 Notes relatives aux Postes de Bilan et Hors Bilan

• Immobilisations corporelles et incorporelles

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		
			Réévaluation	Acqu. et apports	
	Frais d'établissement et de développement (I)				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	17 361 108		2 888 203	
	Terrains				
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 906 767		283 043	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	729 096		18 199	
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique	1 022 842		66 012	
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL III	7 658 705		367 254	
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations	11 196 500		1 506 371	
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières	36 325		504	
	TOTAL IV	11 232 825		1 506 875	
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	36 252 638		4 762 332	
Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virements	Cessions		Valeur d'origine
	Frais d'établissement et de développement				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles		3 044	20 246 266	
	Terrains				
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels			6 189 810	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers			747 294	
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique			1 088 854	
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations			8 025 959	
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations			12 702 871	
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières			36 829	

<i>TOTAL IV</i>			<i>12 739 700</i>	
<i>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)</i>		<i>3 044</i>	<i>41 011 925</i>	

• Amortissements et Dépréciations

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles		10 549 729	2 014 997		12 564 726		
Terrains							
Constructions	Sur sol propre						
	Sur sol d'autrui						
	Installations générales, agencements						
Installations techniques, matériels et outillages		4 146 152	472 439		4 618 591		
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements divers	691 835	11 010		702 845		
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	864 150	96 413		960 564		
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		5 702 137	579 863		6 282 000		
TOTAL GENERAL		16 251 867	2 594 860		18 846 726		
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionne	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionne	
Frais étab							
Autres							
Terrains							
Constructions :							
sol propre							
sol autrui							
Instal.							
Autres immobilisations :							
Inst. Techn.							
Inst gén.							
M. Transport							
Mat bureau.							
Emballage							
CORPO.							
Acquis. de titres							
TOTAL							
Cadre C		Charges réparties sur plusieurs exercices		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Provisions pour risques et charges

NATURE DES PROVISIONS	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Provisions pour litige	225 000			225 000
Provisions pour garanties				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions	352 053	284 830	5 708	631 175
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges		128 000		128 000
TOTAL II	577 053	412 830	5 708	984 175
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks				
Provisions sur comptes clients	326 895	82 478	81 805	327 568
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL III	326 895	82 478	81 805	327 568
TOTAL GENERAL	903 948	495 308	87 513	1 311 743
Dont dotations et reprises d'exploitation		494 265	87 513	
Dont dotations et reprises financières		1 043		
Dont dotations et reprises exceptionnelles				
dépréciations des titres mis en équivalence				

- Liste des filiales et participations**

Filiales et participations	Capital (4)	Réserves et report à nouveau avant affectation (4)	Quote-part du capital détenu	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis non encore remboursés	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxe du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice
				Brute	Nette					
A. Renseignements détaillés (1) (2)										
Filiales (+ de 50% du capital détenu par la société)										
Eukles	100 000	0	100%	12 702 871	12 702 871	0	0	7 922 124	879 907	
Participations (10 à 50% du capital)										
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations non reprises au A.										
Filiales françaises (ensemble)										
Filiales étrangères (ensemble) (3)										
Participations dans des sociétés françaises										
Participations dans des sociétés étrangères										

- **Composition du capital social**

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2021	Valeur nominale
Actions ordinaires	95 625			95 625	16
Actions amorties					
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissement					
Total	95 625			95 625	

- Tableau de variation des capitaux propres**

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augmentation.	Diminution	Distribution de dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social	1 530 000						1 530 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport,							
BSA							
Ecart de réévaluation							
Réserve légale	153 000						153 000
Réserves statutaires ou contractuelles							
Réserves réglementées							
Autres réserves							
Report à nouveau	10 001 376				-1 995 785		8 005 591
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	8 804 215	9 835 274		10 800 000	1 995 785		9 835 274
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées							
TOTAL CAPITAUX PROPRES	20 488 591	9 835 274		10 800 000	0		19 523 865

- **Stocks et en-cours**

	Brut	Dépréciations	Net Exercice N	Net Exercice N-1
Matières premières	93 812		93 812	148 286
Fournitures				
Matières consommables				
Fournitures consommables	132 303		132 303	187 318
Emballages				
Produits finis				
Produits résiduels				
TOTAL	226 115		226 115	335 603

- **Créances et Dettes**

Cadre A		ETAT DES CREANCES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations					
Prêts					
Autres immobilisations financières			36 829	36 829	
TOTAL des créances liées à l'actif immobilisé			36 829	36 829	
Clients douteux ou litigieux			402 227	402 227	
Autres créances			11 292 586	11 292 586	
Créances représentatives de titres prêtés					
Personnel et comptes rattachés			4 441	4 441	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			7 890	7 890	
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices				
	Taxe sur la valeur ajoutée		1 051 177	1 051 177	
	Autres impôts				
	Etat - divers		238 000	238 000	
Groupes et associés			19 270 642	19 270 642	
Débiteurs divers			5 062 468	5 062 468	
TOTAL des créances liées à l'actif circulant			37 329 432	37 329 432	
Charges constatées d'avance			609 375	609 061	314
TOTAL DES CREANCES			37 975 636	37 975 322	314
Prêts accordés en cours d'exercice					
Remboursements obtenus en cours d'exercice					
Prêts et avances consentis aux associés					
Cadre B	ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine					
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine					
Emprunts et dettes financières divers		12 085 035	12 085 035		
Fournisseurs et comptes rattachés		10 465 527	10 465 527		
Personnel et comptes rattachés		2 700 717	2 700 717		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		1 337 743	1 337 743		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices				
	Taxe sur la valeur ajoutée	527 497	527 497		
	Obligations cautionnées				
	Total des produits exceptionnels	842 929	842 929		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		5 028	5 028		
Groupes et associés					
Autres dettes		9 618 833	9 618 833		
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance		1 703 127	1 703 127		
TOTAL DES DETTES		39 286 437	39 286 437		
Emprunts souscrits en cours d'exercice			Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice					

- Charges à payer**

Charges à payer	Montants 31/12/2021
Intérêts courus	
. Sur emprunts obligataires	
. Sur emprunts et dettes des établissements de crédit	
. Sur emprunts et dettes financières divers	
Total	
Fournisseurs et comptes rattachés	8 418 060
Dettes fiscales et sociales	3 639 346
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	322 781
Total	
TOTAL DES CHARGES A PAYER	12 380 187

- **Produits à recevoir**

Produits à recevoir	Montants 31/12/2021
Intérêts courus	
. Sur créances immobilisés	
Total	
Créances rattachées à des participations	
Clients et comptes rattachés	206 751
Créances fiscales et sociales	238 000
Autres créances	501 395
Total	
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	946 146

- **Charges constatées d'avance**

	Exploitation	Financier	Exceptionnel	TOTAL
Charges constatées d'avance	609 375			609 375
TOTAL	609 375			609 375

- **Produits constatés d'avance**

	Exploitation	Financier	Exceptionnel	TOTAL
Produits constatés d'avance	1 703 127			1 703 127
TOTAL	1 703 127			1 703 127

4 **Notes relatives aux Postes du Compte de Résultat**

- **Chiffre d'affaires**

Ventilation du chiffre d'affaires	Montant
Répartition par secteur d'activité	
Ventes de marchandises	
Production vendue biens	
Production vendue services	48 255 364
Répartition par marché géographique	
Chiffres d'affaires nets-France	48 002 770
Chiffres d'affaires nets-Export	252 593
Chiffres d'affaires nets	48 255 364

- **Charges et Produits Exceptionnels**

Détail	Produits exceptionnels	Charges exceptionnelles
Pénalités et amendes		17 418
Pénalités sur marché		14 000
VNC des immobilisations incorporelles cédées		3 044
Autres produits exceptionnels	19 728	
TOTAL	19 728	34 462

- **Résultat et Impôt sur le bénéfice**

Impôts	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	14 627 365	3 810 999
Résultat exceptionnel	-14 734	
Participation des salariés	-1 157 814	
IS sur résultats antérieurs		
Contribution sociale		
Contribution exceptionnelle		
TOTAL	13 454 817	3 810 999

- **Affectation du Résultat N-1**

Affectation du résultat	31/12/2021
Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur	10 001 376
Résultat de l'exercice précédent	8 804 215
Prélèvements sur les réserves	
TOTAL Origines	18 805 591
Affectation aux réserves :	
- légales	
- autres	
Dividendes	10 800 000
Autres répartitions	
Report à nouveau	8 804 215
TOTAL Affectations	10 805 591

- **Situation Fiscale**

Le taux d'impôt sur les sociétés de l'exercice 2021 est de 26,5 % et de 27,50% si le chiffre d'affaires est supérieur à 250 millions d'euros.

MAILEVA est membre du groupe d'Intégration Fiscale La Poste depuis le

Chaque société intégrée fiscalement est replacée dans la situation qui aurait été la sienne si elle avait été imposée séparément.

- **Crédit d'Impôt Compétitivité et Emploi**

Le CICE est supprimé depuis le 01/01/2019 et remplacé par un allègement des charges du personnel.

- **Autres Crédits d'Impôt**

MAILEVA bénéficie également de :

- D'un Crédit d'Impôt Recherche de : 238 000 €

- Fiscalité latente**

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2021</i>	<i>Montant de l'impôt (1)</i>
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées		
Subventions d'investissement		
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Actif		
Autres charges déduites d'avance		
Plus-values à long terme en sursis d'imposition		
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Bases d'allègement de la dette future d'impôt		
Amortissements des logiciels		
Pertes potentielles sur contrat à long terme		
Provisions pour retraites et obligations similaires	631 175	167 261
Autres risques et charges provisionnés (participation)	1 157 814	306 821
Charges à payer (organic)	46 590	12 346
Ecart de conversion Passif		
Autres produits taxés d'avance		
Déficits reportables fiscalement		
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	1 835 579	486 428

(1) Taux d'impôt : 26.5%

Dont taux normal d'impôt sur les sociétés :

Contribution sociale sur l'impôt :

Contribution exceptionnelle sur l'impôt :

5 Autres informations

- Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

<i>Catégorie d'engagement</i>	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Engagements donnés (à détailler)				
A.Total engagements liés à l'exploitation				
B.Total engagements liés au financement				
Engagement loyer immobilier	2 235 707	277 462	1 017 492	940 753
Engagement loyer immobilier Ivry	3 189 289	461 102	2 305 510	422 677
Engagement location	273 894	88 742	185 152	
Engagement autres	2 749 946	1 516 941	1 233 005	
C. Total autres engagements donnés	8 448 836	2 344 247	4 741 159	1 363 430
I. Total engagements donnés (A+B+C)	8 448 836	2 344 247	4 741 159	1 363 430
Engagements reçus (à détailler)				
II. Total engagements reçus				
Engagements réciproques (à détailler)				
III. Total engagements réciproques				

- **Effectif**

EFFECTIF	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition de l'entreprise		Effectif moyen global	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Ingénieurs et Cadres	85	79			85	79
Agents de maîtrise	15	10			15	10
Employés et techniciens	39	39			39	39
Ouvriers						
Autres						
TOTAL	139	128			139	128

- **Rémunérations allouées aux membres des organes de direction**

La rémunération des organes n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à mentionner une rémunération individuelle.

- **Honoraires des Commissaires aux Comptes**

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et, le cas échéant, au titre des autres prestations réalisées sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe La Poste

- **Société Consolidante**

Les comptes annuels de MAILEVA sont consolidés par intégration globale dans les comptes de :

Groupe La Poste

Immatriculée sous le numéro : 356 000 000 RCS PARIS

Siège Social : 9, Rue du Colonel AVIA – 75015 PARIS

La copie des comptes consolidés du Groupe peut être obtenue à l'adresse ci-avant.

MAILEVA
Société par Actions Simplifiée au capital de 1.530.000 €
Siège social : 45/47 boulevard Paul Vaillant Couturier
94200 Ivry-sur-Seine
424 335 693 RCS CRETEIL

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS
DE L'ASSOCIEE UNIQUE
LE 30 JUIN 2022**

L'an deux mille vingt-deux,
Le trente juin,

La soussignée,

DOCAPOSTE, Société par Actions Simplifiée au capital social de 89.446.010 euros, dont le siège social est situé au 45/47 boulevard Paul Vaillant Couturier - 94200 Ivry-sur-Seine, immatriculée au RCS de Créteil sous le numéro 493 376 008, représentée par Monsieur Olivier VALLET, en sa qualité de Président,

Associée unique de la société MAILEVA SAS (la « **Société** »),

A pris les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

(Approbation des comptes pour l'exercice 2021)

L'Associée Unique, connaissance prise du rapport de gestion de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et du rapport du Commissaire aux comptes, approuve les comptes dudit exercice, comprenant le compte de résultat, le bilan et son annexe, tels qu'ils ont été présentés et qui se soldent par un bénéfice de 9 835 273,70 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

L'Associée Unique constate, conformément à l'article 223 quater du Code Général des Impôts, qu'aucune somme n'a été enregistrée au titre des dépenses ou charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts au cours de l'exercice écoulé.

En conséquence, l'Associée Unique donne quitus de sa gestion au Président pour l'exercice écoulé.

Cette décision est adoptée par l'Associée Unique.

DEUXIEME DECISION

(Affectation du résultat pour l'exercice 2021)

L'Associée Unique décide d'affecter les résultats présentés de la façon suivante :

Bénéfice de l'exercice	9 835 273,70	Euros
Dotation de la Réserve légale	0,00	Euros
Report à nouveau antérieur	8 005 591,40	Euros
Bénéfice distribuable au 31/12/2021	17 840 865,10	Euros
A titre de dividende aux actionnaires	10 000 000,00	Euros
Au report à nouveau	7 840 865,10	Euros

Le solde du report à nouveau s'établit ainsi à 7 840 865,10 Euros.

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société s'élèvent à la somme de 9 523 865,10 Euros.

L'Associée Unique prend acte également, conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, que les dividendes versés au titres des trois (3) derniers exercices ont été les suivants :

- Exercice clos le 31 décembre 2020
Dividendes versées pour un montant de 10 800 000,00 Euros éligibles à la réfaction de 40% applicable pour la détermination des revenus imposables des personnes physiques.
- Exercice clos le 31 décembre 2019
Dividendes versées pour un montant de 0,00 Euros éligibles à la réfaction de 40% applicable pour la détermination des revenus imposables des personnes physiques.
- Exercice clos le 31 décembre 2018
Dividendes versées pour un montant de 4 500 000,00 Euros éligibles à la réfaction de 40% applicable pour la détermination des revenus imposables des personnes physiques.

Cette décision est adoptée par l'Associée Unique.

TROISIEME DECISION

(Approbation des conventions visées aux articles L 227-10 et suivants du Code de commerce conclues au cours de l'exercice 2021)

L'Associée Unique constate qu'aucune convention, relevant des dispositions de l'article L 227-10 du Code de commerce, ne s'est poursuivie ou n'a été conclue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Cette décision est adoptée par l'Associée Unique.

QUATRIEME DECISION

(Pouvoirs pour les formalités)

L'Associée Unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette décision est adoptée par l'Associée Unique.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal signé par l'Associée Unique.

**L'Associée Unique
DOCAPOSTE
Représentée par Monsieur Olivier VALLET**